



## **Deux ouvriers tués aux chantiers de démolition navale de Gadani**

### **Des ONG se joignent aux syndicats pour appeler à l'application des normes de santé et de sécurité au travail**

<https://shipbreakingplatform.org/two-deaths-in-pakistan-2024/>

**Communiqué de presse du 23 janvier 2024**

Le 16 janvier 2024, deux ouvriers, Qasim et Mustafa, ont perdu la vie écrasés par une lourde plaque de fer lors du démantèlement du vraquier CHATHERINE BRIGHT (OMI 9186924) chez Dewan Shipbreaking PVT Ltd à Gadani, au Pakistan. Le navire était lié à Maritime International Transport & Trading, basé à Oman, et battait pavillon panaméen lorsqu'il s'est échoué.

La Fédération nationale des syndicats (NTUF) accuse les autorités de négligence, car les normes de santé et de sécurité au travail ne sont toujours pas respectées dans le secteur de la démolition navale. Selon la NTUF, l'absence de mesures de sécurité dans les chantiers d'échouage de Gadani oblige les travailleurs à exercer leur travail dans des conditions extrêmement dangereuses, mettant délibérément leur vie en danger.

Le NTUF s'inquiète depuis longtemps du fait que diverses agences gouvernementales, y compris la police, laissent le secteur fonctionner en toute impunité, et appelle à une enquête approfondie sur l'accident qui a tué Qasim et Mustafa. Certains prétendent que leurs corps ont été enterrés clandestinement la nuit sans aucun examen post-mortem, ce qui indique une tentative de dissimuler la cause du décès et de protéger l'entrepreneur et le propriétaire du chantier de toute responsabilité.

Bien qu'elles aient identifié de graves déficiences dans les chantiers suite à l' [explosion catastrophique](#) qui a tué plus de 30 travailleurs sur place en 2016, les autorités pakistanaises n'ont pas réussi à imposer les mesures nécessaires pour sauvegarder

des pratiques durables de recyclage des navires. L'assassinat de Qasim et Mustafa s'ajoute au nombre croissant de décès qui auraient pu être évités à Gadani, où quinze navires se sont échoués l'année dernière. Quatre de ces navires appartenaient à des sociétés grecques.

*« Depuis plus de deux décennies, nous n'avons cessé d'exhorter les autorités sud-asiatiques à délocaliser l'industrie de la démolition navale dans des zones désignées dotées de meilleures installations, garantissant la sécurité des travailleurs et prévenant la pollution. Ignorer ce besoin urgent risque de provoquer des pertes de vies encore plus tragiques. Il est temps que les autorités reconnaissent que les profits réalisés par les propriétaires des chantiers navals et les compagnies maritimes se font aux dépens des humains et de l'environnement côtier... »*, déclare Sara Rita da Costa, chargée de projet à l'ONG Shipbreaking Platform.



Copyright © 2024 NGO Shipbreaking Platform, All rights reserved.

**Notre adresse postale est :**  
Plateforme ONG de Démolition  
Rue de la Linière 11  
Bruxelles 1060  
Belgique